

LA COURSE À L'ÉTAT TOTALITAIRE...

Il y a un an, l'armée allemande subissait la défaite la plus indiscutable, la destruction la plus totale qu'il était permis à ses adversaires d'escrimer.

Entendons-nous bien, car ceci est d'importance primordiale pour la compréhension de ce qui va suivre. Ce qui a été vaincu en mai 1945, c'est, la machine de guerre construite, organisée et dirigée par les von Rundstedt, les Kesselring, les Doenitz. L'artillerie, la marine, l'aviation, l'infanterie allemandes, après un long processus d'usure, se sont désagrégées puis se sont brutalement effondrées sous les coups d'un ennemi plus puissant, plus frais, plus nombreux et mieux pourvu en moyens militaires de toutes sortes, ce qui, après tout n'a aucune signification si on se place sur un autre plan que celui des opérations de guerre.

«*Avant cinquante ans toute l'Europe sera fasciste*», avait dit un jour le César de carnaval, ce qui eut pour résultat de déchaîner une explosion de colère et de beuglements, voire de ricanements et de brocarts de la part des tenants de la démocratie parlementaire. N'était-il pas de bon ton, alors, de se gausser des rodomontades du cabotin du palais Chigi?

Comme la guerre de 1914, la guerre de 1939 a été un conflit impérialiste, le type incontestable de la compétition entre puissances pour le partage du monde. Il ne faudrait cependant pas croire que l'existence des conditions économiques du conflit suffisent pour mettre en branle la machine de guerre: lorsqu'on sait que dans la guerre moderne la mobilisation de la totalité des forces morales et matérielles des nations permet seule aux belligérants d'affronter le conflit avec des chances suffisantes, il est aisément de comprendre qu'on n'obtiendra l'acceptation de la masse du peuple qu'à la condition de lui fournir les prétextes politiques qui lui feront envisager avec résignation les souffrances cruelles de la guerre comme un mal nécessaire. C'est ce qui constitue le côté idéologique de la guerre, et c'est aussi ce qui explique que la mise au point de l'arme idéologique a autant, sinon plus d'importance que l'aviation et l'artillerie.

Voyons ce qui s'est passé en Allemagne après 1919. La métallurgie - industrie militaire essentielle - se relève rapidement et dépasse dès 1926 sa puissance d'avant guerre. Les conditions de l'économie capitaliste parlent impérieusement: l'industrie allemande doit exporter et il lui faut pour cela une liberté de manœuvre que l'hégémonie politique des vainqueurs lui refuse impitoyablement; elle a besoin de débouchés pour sa camelote, du libre accès à certaines matières premières, de prolétaires coloniaux à bas salaires. Mais les social-démocrates au pouvoir ont les yeux obstinément tournés vers Paris et Londres, capitales de la démocratie qui leur est chère; ils n'ont pas le moral. De leur côté, les magnats de la Ruhr et les aristocrates prussiens sont hâts et méprisés depuis leur chute et leur fuite de novembre 1918. Ils ne peuvent rien par eux-mêmes et ce sera le rôle essentiel du parti nazi de remettre la masse allemande sous l'autorité du grand état-major et de rétablir la discipline militaire. Ainsi, le capitalisme ne peut se passer de l'arme idéologique, en dépit du danger qu'il y a à fanatiser la masse avec des doctrines politiques à un moment où la bourgeoisie donne des signes non équivoques de scepticisme et d'usure par la jouissance et une excessive prospérité.

En effet, si les cadres de l'ancienne classe des entrepreneurs capitalistes hardis et conquérants se rétrécit, le pouvoir va être progressivement abandonné aux mains d'une masse de techniciens et de bureaucraties dépourvus d'audace et décidés à s'épargner les aléas de la compétition économique en réglant la production au moyen d'un plan établi une fois pour toutes. Ce sera en définitive la soumission de toute la vie économique, sociale et politique du peuple aux décisions d'une classe de commis obscurs, médiocres et timorés pour qui le concept même de liberté se présente comme l'incarnation du mal suprême, de la fantaisie, l'imprévu exécré qui dérange belle ordonnance des plans.

Ces réflexions nous sont suggérées par la lecture de certains articles de la nouvelle Constitution qui autorise le pouvoir à suspendre le droit de se déplacer librement, c'est-à-dire la liberté personnelle, le secret de

la correspondance et le droit d'exprimer ses opinions; il lui suffira pour cela de proclamer la République en danger, et comme nul n'ignore que la liberté sera toujours un danger pour la bureaucratie au pouvoir, il n'y a plus d'illusions à conserver sur l'avenir du libéralisme en France. La Constitution qu'on propose au peuple est typiquement totalitaire dans sa tendance, parce qu'au fond est typiquement totalitaire le parti marxiste qui en est l'auteur, le parti qui est l'authentique héritier des jacobins de 93, lesquels, en décrétant le suffrage universel et la conscription, ont jeté les bases de l'armée de masses, de la politique de masses et de l'État fasciste de masses.

Que les peuples ne s'imaginent pas qu'on a fait massacrer cinquante millions de bougres pour sauver le libéralisme à l'agonie. Nous savons d'ailleurs par expérience que le peuple est actuellement assez peu férus de liberté, parce que le mot de liberté se confond fâcheusement dans son esprit avec un libéralisme ploutocratique qui n'est que le rappel inopportun de ses souffrances passées; qu'aussi le bulletin de vote, loin de développer l'éducation politique de la masse, a plutôt été pour elle un moyen de se débarrasser de la fonction politique sur des chefs qu'elle se donne et qu'elle investit d'un pouvoir absolu et incontrôlé.

La victoire alliée n'a donc pas détruit l'État totalitaire en Europe. C'est seulement le grand état-major allemand qui est battu. En réalité, l'état de choses politique européen actuel EST LA VRAIE VICTOIRE D'HITLER, et ce n'est pas à l'Île d'Yeu que devrait résider le vieux Pétain, mais à l'Élysée, armé d'une Constitution autoritaire que nos constituants semblent avoir faite exprès pour lui.

Nous ne croyons pas que la Révolution de 1789 a été faite pour donner à tout homme, même vicieux, même taré, même poivrot, la prérogative de décider souverainement de la politique intérieure et extérieure du pays. Sa tendance était au contraire à la destruction du gouvernement, à l'anarchie. Voilà pourquoi tout ce qu'on a voulu mettre entre la monarchie et l'anarchie - nous pensons à la démocratie, la libérale et la totalitaire - a été l'avilissement et le déshonneur du gouvernement.

Nous avons la conviction que nous mener invinciblement à la grande négation de 89 doit substituer au gouvernement capitaliste et patronal de l'économie le gouvernement autonome de l'atelier; au gouvernement de l'État politique bureaucratique et centralisé, l'administration autonome des communes.

La Constitution est mensonge et impuissance. La Révolution reste à faire.

LE LIBERTAIRE.